



Conseil économique et social

Distr. limitée
19 avril 2001
Français
Original: anglais

Session de fond

2-27 juillet 2001

Point 10 de l'ordre du jour provisoire*

Coopération régionale

Résumé de l'étude sur la situation économique dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes 2000

Résumé

Le redressement des économies de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui a commencé pendant le dernier trimestre de 1998, s'est poursuivi au cours de l'année 2000. Grâce, en particulier, aux résultats des deux économies les plus importantes de la région, son PIB a augmenté au taux annuel de 4 % en 2000, ce qui se compare favorablement au taux de 2,3 % atteint en 1998 et au taux de seulement 0,3 % enregistré en 1999. Les tendances de la croissance en 2000 étaient différentes de celles enregistrées au cours des deux années précédentes, qui avaient été caractérisées par une différence marquée entre les pays de la partie nord et de la partie sud de la région. En 1998-1999, l'Amérique du Sud avait été gravement secouée par la crise financière internationale, alors que le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes avaient bénéficié de la croissance rapide du marché des États-Unis. En revanche, en 2000, tous les pays, à l'exception de l'Argentine et de l'Uruguay, ont accusé des taux de croissance positifs. Les taux les plus élevés ont été enregistrés en République dominicaine, au Mexique, au Belize, au Chili et à Cuba.

L'évolution de l'économie internationale, qui est toujours un facteur essentiel en ce qui concerne les résultats de l'Amérique latine et des Caraïbes, était mitigée en 2000. Les taux de croissance internationaux élevés ont galvanisé les exportations de la région. L'évolution des cours des produits de base était inégale, le prix du pétrole faisant un bond de plus de 60 % alors que les prix des minéraux ont augmenté de 8 % et les prix de certains produits agricoles, notamment du café, ont baissé. La scène financière internationale était également très complexe. À l'exception notable de l'investissement étranger direct, la liquidité était faible et les conditions en matière de financement très onéreuses. En outre, les volumes et les prix sur les marchés financiers internationaux étaient très instables, en partie en raison des fortes fluctuations observées sur les bourses des États-Unis.

* E/2001/100.

Les exportations de biens et de services ont augmenté de 19 % en valeur alors que les importations sont montées de 17 %. L'évolution au Venezuela – principal exportateur de pétrole de la région – a fortement influencé les résultats pour l'ensemble de la région. Par exemple, si le Venezuela est inclus dans le total régional, les chiffres reflètent une réduction du déficit commercial, de 19 milliards de dollars en 1999 à 13 milliards en 2000, mais si le Venezuela est exclu des calculs, le déficit semble être passé de 26 milliards à 28 milliards de dollars. Les chiffres suivent le même modèle pour ce qui est du compte courant, le déficit tombant de 53 milliards à 48 milliards de dollars si le Venezuela est pris en compte, mais monte de 58 milliards à 62 milliards de dollars, s'il ne l'est pas.

Les entrées totales de capitaux dans la région sont estimées à environ 52 milliards de dollars (59 milliards de dollars à l'exclusion du Venezuela), contre 40 milliards en 1999. L'augmentation régionale reflète essentiellement les entrées plus importantes de capitaux au Brésil, ce qui a plus que compensé la baisse des entrées en Argentine et les sorties de capitaux du Venezuela. L'investissement étranger direct demeure la principale source de capitaux. Les émissions d'obligations ont servi quasi exclusivement au financement de la dette obligataire parvenue à échéance, alors que les prêts bancaires et les placements sur les bourses locales n'ont guère contribué aux entrées totales de capitaux. Le volume des émissions d'obligations était très volatile, le gros des émissions étant lancé pendant le premier trimestre ou en juillet. Le taux d'intérêt moyen, de 11,5 %, était assez élevé pour les premiers huit mois et a encore augmenté, pour atteindre 13 % en fin d'année. Certains pays, surtout l'Argentine, ont eu des taux encore plus élevés.

La politique macroéconomique a été assouplie à mesure que l'année avançait, notamment dans les pays qui ont laissé leur monnaie flotter. En général, cette nouvelle approche aboutissait généralement à des politiques monétaires plus souples, plutôt qu'à des politiques fiscales moins strictes. En fait, les déficits budgétaires des pays ont baissé, tombant en moyenne de 3,1 % du PIB en 1999 à 2,4 % en 2000, les recettes augmentant plus rapidement que les dépenses. La masse monétaire a opéré un redressement partiel par rapport à la baisse de 1999 et les taux d'intérêt ont légèrement diminué, mais cela ne s'est pas traduit par une plus forte expansion du crédit, les banques ayant adopté une attitude prudente et la demande intérieure n'ayant pas encore rebondi. La monnaie de la plupart des pays s'est dépréciée en termes réels, mais la baisse était généralement légère (1,5 % en moyenne).

L'évolution des prix à la consommation était encore plus favorable qu'au cours des quatre dernières années, avec une hausse régionale moyenne de 8,8 % pour la période de 12 mois prenant fin en décembre 2000. Qui plus est, plus de 80 % des pays pour lesquels des statistiques sont disponibles avaient un taux d'inflation inférieur à 10 % pendant cette période. Quoique certains pays aient connu une montée des pressions inflationnistes due, entre autres facteurs, à l'augmentation des prix du pétrole, cela ne signifie pas qu'ils aient perdu la maîtrise de la situation. L'inflation a continué à se tasser au Venezuela, et bien que les prix se soient envolés au début de l'année en Équateur, la politique de rattachement au dollar a ensuite fait baisser le taux d'inflation.

Les problèmes les plus graves de la région continuent de se poser sur le marché du travail. Bien que la reprise de la croissance du PIB en 2000 ait légèrement amélioré les niveaux de l'emploi, cela n'a pas suffi à faire baisser les taux de chômage, qui sont restés à un niveau proche du niveau record de la région (autour de

9 %). L'une des raisons possibles de cette situation réside dans les efforts continus poursuivis par les entreprises pour accroître leur productivité, ce qui s'est traduit par la création d'emplois moins nombreux, malgré l'accélération de la croissance. Une autre raison tient à la composition sectorielle de la croissance. Dans plusieurs pays où la croissance était nettement supérieure à celle de l'année précédente, il n'y a pas eu des augmentations correspondantes de l'emploi, car la croissance était concentrée dans des secteurs à forte intensité de capitaux (travaillant souvent pour l'exportation). Cette situation est également liée à la stagnation de la demande intérieure, puisque les petites et moyennes entreprises, qui travaillent pour le marché intérieur, sont celles qui créent le plus d'emplois. D'un autre côté, les salaires ont augmenté de 1,5 % en moyenne dans les 10 pays pour lesquels on dispose de données.

On s'attend à ce que les économies latino-américaines continuent leur redressement en 2001, quoique à un rythme légèrement inférieur (environ 3,3 %), car le ralentissement de l'économie des États-Unis et les difficultés de l'économie japonaise ont quelque peu assombri les perspectives par rapport à l'année 2000. Parmi les pays les plus grands, le Mexique connaîtra probablement une croissance plus lente qu'en 2000, alors que le Brésil pourrait parvenir à un taux légèrement supérieur. Les chiffres globaux donnent à penser que le cycle économique, qui est en train de commencer, sera plus faible que les deux cycles des années 90, ce qui se traduirait par une croissance à long terme située entre 3,5 et 4 %. Comme on l'a noté plus haut, le taux de croissance économique ne sera probablement pas assez élevé pour améliorer sensiblement la situation sur le marché du travail de la région; par conséquent, de nombreux pays seront obligés d'adopter des politiques spéciales pour résoudre ce problème.

I. Résultats économiques intérieurs

1. Dans l'ensemble, la région a obtenu des résultats économiques généralement favorables en 2000, après les résultats plutôt décevants enregistrés l'année précédente. Dans la plupart des pays, l'inflation est demeurée aux niveaux faibles atteints au cours des dernières années. La création d'emplois a légèrement progressé, mais pas suffisamment pour réduire le chômage. Les perspectives pour 2001 laissent envisager des taux de croissance légèrement inférieurs à ceux de 2000 (voir tableau 1).

Tableau 1
Amérique latine et Caraïbes : principaux indicateurs économiques

	1998	1999	2000 ^a
Activité économique et prix			
	<i>Taux annuel de variation</i>		
Produit intérieur brut	2,3	0,3	4,0
Produit intérieur brut par habitant	0,6	-1,3	2,4
Prix à la consommation	10,3	9,5	8,8
Termes de l'échange	-5,8	0,4	3,8

	1998	1999	2000 ^a
	<i>Pourcentages</i>		
Chômage urbain déclaré	8,1	8,7	8,5
Balance budgétaire/PIB ^b	-2,5	-3,1	-2,3
	<i>En milliards de dollars</i>		
Secteur extérieur			
Exportations de biens et de services	326	342	407
Importations de biens et de services	379	361	421
Balance des marchandises	-33	-4	4
Balance des services	-19	-15	-17
Balance du revenu des facteurs	-51	-53	-55
Balance du compte courant	-87	-53	-48
Balance du compte capital et du compte financier	70	40	52
Balance globale	-17	-13	4
Transfert net de ressources	27	-6	-2

Source : CEPALC

^a Estimations préliminaires.

^b Moyenne simple.

Une progression modérée du PIB

2. D'après les estimations, l'activité économique a augmenté de 4 % en 2000 en Amérique latine et dans les Caraïbes, ce qui a permis à la région de terminer la décennie avec un taux annuel de croissance moyen de 3,3 % (voir tableau 2). La reprise de l'activité en 2000 représente un contraste marqué avec la croissance proche de zéro accusée par la région en 1999 et le faible taux d'expansion enregistré en 1998, bien que les résultats de l'année fussent inférieurs à ceux de 1997, qui étaient parmi les meilleurs enregistrés que la région ait connus au cours des 25 dernières années. On estime que le PIB par habitant a augmenté de 2,4 % en 2000, ce qui aboutit à une augmentation cumulative de près de 17 % pour les années 90.

3. La croissance de la région en 2000 a été alimentée par les exportations, mais la consommation et l'investissement ont également fait une contribution positive. Toutefois, une partie de l'augmentation de la demande globale a été détournée vers le secteur extérieur, comme le montre l'expansion des importations. Pourtant, les conditions économiques défavorables qui régnaient dans la région depuis 1997 n'ont pas entièrement disparu, car le financement extérieur restait difficile pour la plupart des pays. Les pays exportateurs de pétrole ont bénéficié de la forte hausse des prix des hydrocarbures sur le marché international; cela a donné une nouvelle impulsion à l'économie déjà dynamique du Mexique, et, ce qui est encore plus important, a contrecarré les facteurs de récession qui, ces derniers temps, avaient pesé lourdement sur les économies de la Colombie, de l'Équateur et du Venezuela. En revanche, les pays non exportateurs de pétrole ont connu une détérioration de leurs termes de l'échange, ce qui a entravé leur reprise.

4. Étant donné la taille de leurs économies, la croissance vigoureuse du Mexique et l'expansion plus modeste du Brésil expliquent en grande partie le redressement

global de la région, car la croissance des autres pays, pris ensemble, n'a été que de 2,2 %. Il y avait moins de différences que l'année précédente entre les tendances observées dans les pays de la moitié nord et de la moitié sud de la région, bien que les deux économies ayant la croissance la plus forte se trouvent toujours dans la partie nord. La République dominicaine accusait le taux de croissance le plus élevé (environ 8 %) et a ainsi continué l'évolution favorable qu'elle a connue tout au long des années 90. Le Mexique a également fait un bond en avant (7 %), consolidant ainsi la croissance qui dure depuis 1996 grâce à ses exportations vers le marché de l'Amérique du Nord. Le Nicaragua s'en est également fort bien tiré, et le Honduras s'est remis de la forte réduction du niveau de l'activité économique enregistrée à la suite de l'ouragan Mitch. Les autres pays d'Amérique centrale et des Caraïbes ont obtenu des gains plus modestes.

5. Dans les pays de l'Amérique du Sud, on a observé une remontée après le marasme de 1999 (moins 1 %) et une augmentation de 3 % en 2000. Le Brésil a connu une hausse de 4,2 %, l'un des faits marquants à cet égard étant la relance du secteur manufacturier, qui avait perdu du terrain au cours des deux années précédentes. En Colombie, en Équateur et au Venezuela, le PIB s'est remis du recul de 1999, mais c'était à peu près tout, alors qu'au Chili le redressement était particulièrement notable. L'économie argentine a stagné, puisque la nouvelle baisse des investissements a largement compensé la faible augmentation de la consommation et des exportations, alors que l'activité économique en Uruguay s'est ralentie sous l'incidence de facteurs extérieurs défavorables.

Une petite augmentation de l'épargne et de l'investissement

6. Ayant baissé nettement en 1999, l'investissement a amorcé une reprise en 2000. Les immobilisations brutes ont accusé un taux de croissance moyen de 4,2 %, alors que la moyenne de l'ensemble des investissements (immobilisations plus changements de stocks) s'élevait à 5,5 %, ce qui est proche de la croissance moyenne de 5 % enregistrée pour les années 90 dans leur ensemble. Néanmoins, se situant à 22 % du PIB, les investissements globaux en 2000 étaient nettement inférieurs à ceux de 1998 (24 %). L'épargne intérieure a progressé, mais l'épargne extérieure est tombée à 2,5 % du PIB régional.

7. Les chiffres globaux en matière d'investissement cachent les différences entre les résultats des secteurs intérieur et extérieur des pays individuels. Les pays de la région peuvent être divisés en trois catégories :

a) Croissance rapide de l'investissement total (supérieure à la moyenne régionale) : Colombie, République dominicaine, Honduras et Mexique. Ce groupe de pays a accusé des taux de croissance économique supérieurs à 6 % en 2000, et la continuation de leur expansion semble avoir exigé une augmentation de l'investissement;

b) Croissance modeste de l'investissement (entre zéro et la moyenne régionale) : Bolivie, Brésil, Chili, Équateur, El Salvador, Haïti, Pérou et Venezuela. Ce groupe a connu une croissance économique nulle ou faible en 1999 et a donc pu nourrir sa croissance grâce à l'utilisation de la capacité inemployée;

c) Croissance négative des investissements : Argentine, Costa Rica, Guatemala, Nicaragua, Panama, Paraguay et Uruguay. Cette catégorie se compose de deux

sous-groupes : les pays d'Amérique du Sud dont les résultats économiques ont été faibles, et les pays d'Amérique centrale, dont les économies ont fonctionné normalement. Le faible niveau des investissements de ces derniers tient à des circonstances particulières, comme le niveau très élevé des investissements nécessaires au cours des années précédentes pour faire face aux catastrophes naturelles (comme au Guatemala) et la baisse de l'investissement étranger direct (comme au Costa Rica).

L'inflation demeure faible

8. D'après les estimations, l'inflation moyenne de la région s'est située autour de 9 %, taux légèrement inférieur à celui des trois années précédentes. Qui plus est, 17 des 22 pays considérés ont connu une inflation inférieure à 10 %, et dans la plupart d'entre eux, le taux a baissé ou est resté faible. Le seul pays qui ait accusé une inflation nettement plus élevée était l'Équateur, où une poussée inflationniste a fait monter le taux de 60 % en 1999 à 97 % pour l'ensemble de 2000. Plusieurs autres pays (Bolivie, Chili, El Salvador, Paraguay et Uruguay) ont enregistré une légère augmentation de leur faible taux d'inflation, due essentiellement à la montée brutale des prix du pétrole. Des ajustements des taux de change opérés dans divers pays de la région au cours des deux années passées n'ont pas eu une incidence majeure sur l'inflation, malgré la reprise de la production en 2000.

9. L'Argentine, qui a une fois encore obtenu les meilleurs résultats, a enregistré une nouvelle baisse des prix à la consommation. La Barbade et le Panama ont suivi avec leur faible taux coutumier qui se situe entre 1 et 2 %. Six autres pays (Bolivie, Chili, El Salvador, Guatemala, Pérou et Trinité-et-Tobago) ont également eu des taux de moins de 5 %. Bien que l'inflation en 2000 ait augmenté dans presque tous ces pays, ceux-ci sont manifestement en train de consolider leurs processus de stabilisation, qui ont considérablement progressé ces dernières années.

10. Plusieurs pays ont manifesté une amélioration spectaculaire dans ce domaine. L'Uruguay, qui naguère encore avait connu une forte inflation, a obtenu un taux de moins de 4 % en 1999, et la légère augmentation constatée en 2000 n'a pas compromis les progrès atteints par le processus de stabilisation. Le taux d'inflation de la Colombie (8,8 %) était le plus faible en 30 ans. Le Mexique a également progressé, enregistrant pour la première fois en cinq ans un taux d'inflation inférieur à 10 %. Au Brésil, la hausse des prix était faible malgré une dévaluation importante en 1999 et la relance consécutive de l'économie. Le Venezuela a réduit son inflation de 20 % à 14 %, bien que ce taux demeure élevé par rapport aux moyennes actuelles de la région.

11. La situation en Équateur était très complexe. La grave crise économique et financière que traverse le pays a provoqué une poussée inflationniste pendant le premier trimestre de l'année, mais depuis lors, la décision de rattacher la monnaie nationale au dollar a entraîné une baisse marquée des taux d'inflation mensuels.

La reprise de la croissance n'a pas dynamisé le marché du travail

12. La reprise économique de la région n'a pas entraîné une amélioration sensible du marché du travail. Les taux de l'emploi ont légèrement augmenté (52,7 % à 53,2 %) dans un groupe de 10 pays, mais demeurent à leur deuxième niveau le plus bas constaté au cours des 10 dernières années (l'année précédente, le taux était le

plus bas observé pendant cette période). Qui plus est, comme la reprise s'est accompagnée d'une augmentation de la main-d'oeuvre, le chômage n'a guère bougé, mais s'est maintenu à 8,5 % pour l'année entière, par rapport à 8,7 % en 1999, niveaux historiquement élevés. Toutefois, le fait que la croissance économique de 2000 n'ait pas eu beaucoup d'impact sur le chômage n'est pas un phénomène nouveau.

13. Conformément au faible rythme de la création d'emplois qui caractérise la région, les salaires réels n'ont accusé aucune augmentation sensible dans la région, bien que dans certains cas les salaires aient progressé grâce à la réduction de l'inflation et à des gains de productivité. En conséquence, le niveau moyen des salaires dans les 10 pays pour lesquels on dispose d'informations sur les salaires du secteur structuré a augmenté de 1,4 %.

14. Les résultats peu encourageants de la région en matière d'emploi et de salaires étaient le résultat net de tendances très différentes dans les diverses économies. Les pays peuvent être divisés en trois groupes en fonction de ce critère. Le premier se compose des pays où les taux élevés de croissance ont eu une incidence très favorable sur les indicateurs en matière de main-d'oeuvre. Au Mexique, l'emploi a continué son évolution favorable amorcée au moment où le pays se remettait de la crise de 1994-1995. En conséquence, le chômage déclaré a continué à baisser malgré une augmentation de la main-d'oeuvre. Cette amélioration était attribuable dans une bonne mesure à l'augmentation de la part de la main-d'oeuvre salariale dans l'emploi total, notamment dans les moyennes et les grandes entreprises. Une forte demande de main-d'oeuvre et la baisse de l'inflation ont abouti à une augmentation de 6 % des salaires réels du secteur structuré (augmentation la plus importante depuis la crise), mais le salaire minimal réel n'a accusé aucun changement, et les salaires moyens réels demeuraient encore inférieurs de 15 % à leur niveau de 1994.

15. Au Brésil, l'emploi a progressé pour la première fois depuis 1995, mais le taux de participation s'étant également accru, l'impact sur les niveaux de chômage était limité pendant la plus grande partie de l'année. Ce n'est que vers les derniers mois que le chômage a baissé sensiblement. L'augmentation considérable de l'emploi (4,3 % entre août 1999 et août 2000) dans les six principales régions métropolitaines du pays était concentrée dans les métiers qui ne sont pas couverts par la législation sociale ou la législation relative au travail. Les emplois salariés dans le secteur structuré se sont également accrus, l'emploi dans le secteur manufacturier structuré montant de 3,9 % entre décembre 1999 et décembre 2000, après avoir chuté de près de 25 % entre 1990 et 1999. Les salaires réels moyens ont légèrement baissé pour l'année dans son ensemble (bien que moins que l'année précédente), mais le salaire minimal réel a été augmenté grâce à une augmentation nominale de 11 % intervenue en avril.

16. L'économie nicaraguayenne a connu une expansion rapide, bien que moins rapide que l'année précédente, et cela a aidé à réduire le chômage et à augmenter les salaires. En République dominicaine, le taux élevé de croissance du PIB – dû en partie au dynamisme des activités à forte intensité de main-d'oeuvre comme les industries manufacturières, le tourisme et le bâtiment – a fait monter considérablement les taux d'emploi, mais n'a pas provoqué une réduction importante du chômage, car l'essor de l'économie du pays a encouragé des personnes plus nombreuses à intégrer le marché du travail.

17. Le deuxième groupe de pays a obtenu des résultats macroéconomiques meilleurs qu'en 1999, mais n'a pas constaté une amélioration marquée en matière

d'emploi ou de chômage. La demande de main-d'oeuvre demeurait faible dans ces pays en raison d'une combinaison de facteurs : la concentration de la croissance sur les activités qui n'utilisent pas beaucoup de main-d'oeuvre, la faiblesse des secteurs qui généralement fournissent un grand nombre d'emplois (tels que le bâtiment et la petite entreprise), le décalage en matière d'embauche observé typiquement à la fin d'une crise économique et la réaction de nombreuses entreprises aux conditions défavorables en matière de concurrence, qui s'est soldée notamment par des efforts spéciaux destinés à accroître la productivité moyennant des réductions de personnel.

18. Par conséquent, les niveaux de l'emploi ont baissé dans plusieurs pays, y compris le Chili et le Venezuela, bien que leur croissance économique ait été meilleure qu'en 1999. Toutefois, dans ces deux pays, le niveau annuel du chômage a légèrement baissé, comme les membres de la population active se sont retirés du marché du travail, faisant ainsi baisser le taux de participation.

19. En revanche, en Colombie, l'emploi a augmenté, bien que là encore la demande ait été faible et que les nouveaux emplois fussent concentrés dans le secteur non structuré. En outre, comme l'offre de main-d'oeuvre a également augmenté, la situation du chômage ne s'est pas améliorée. Peu de statistiques sont disponibles pour le Pérou, mais celles qui existent donnent à penser que la création d'emplois urbains était faible, malgré la reprise de la croissance, ce qui s'est traduit par des niveaux de chômage légèrement supérieurs et la stagnation des salaires réels. L'Équateur appartient également à ce groupe, car bien que la situation de l'emploi et du chômage se soit légèrement améliorée, la reprise modeste de l'économie ne suffisait pas à faire augmenter la demande de main-d'oeuvre, et les nouveaux emplois étaient concentrés dans le secteur non structuré, alors que les salaires réels ont encore faibli.

20. Le troisième groupe est composé de pays, où la faible croissance économique a abouti à un taux d'emploi plus faible, à un chômage plus élevé et à la stagnation des salaires. L'Argentine et l'Uruguay, ainsi que la Bolivie et le Paraguay, pays pour lesquels on dispose de peu d'informations sur l'évolution de l'emploi en 2000, ainsi que le Costa Rica font partie de ce groupe. En Argentine, l'emploi du secteur structuré a baissé jusqu'au troisième trimestre, notamment dans le bâtiment, le commerce, l'agriculture et une partie du secteur manufacturier, mais a légèrement augmenté dans le secteur financier et dans l'immobilier. Au Costa Rica, la forte réduction de la croissance économique a abouti à des niveaux d'emploi plus faibles et spécifiquement à la stagnation de l'emploi structuré, la réduction du chômage déclaré était donc attribuable entièrement à la baisse du taux de participation à la main-d'oeuvre.

II. Politique macroéconomique

21. La politique macroéconomique de la région qui a résulté de deux années de crise présente un profil qualitatif différent. Cela est particulièrement vrai pour les pays qui ont laissé leur monnaie flotter, puisque ce type de régime de taux de change leur permet de réagir de manière plus pragmatique à l'évolution de la situation. Ces changements sont dus à la baisse de l'inflation dans toute la région et au renforcement de la crédibilité des responsables de la politique macroéconomique en ce qui concerne la consolidation de la stabilité intérieure (inflation et déficit budgétaire).

22. La plupart des pays qui avaient connu un fort ralentissement de l'activité économique en 1999 ont élaboré une politique macroéconomique en 2000 façonnée par trois principaux facteurs : a) la volonté de prendre les mesures nécessaires pour réduire les déficits budgétaires hérités de l'année précédente; b) le désir de rendre la politique monétaire plus souple – si le régime des taux de change le permet – de manière à ce qu'elle puisse appuyer la reprise de l'économie sans sacrifier la stabilité des prix; c) la nécessité de faire face aux aléas des marchés financiers internationaux. Ce cadre politique, déjà très complexe, a encore été compliqué par la forte hausse des prix des carburants et son impact sur l'inflation.

Le déficit budgétaire diminue

23. L'amélioration de l'environnement économique et des politiques budgétaires plus austères ont permis à la région de ramener le déficit budgétaire moyen à 2,3 % du PIB, alors qu'il avait atteint plus de 3 % du PIB en 1999, pourcentage le plus élevé de la décennie. Des facteurs extérieurs, tels que les prix du pétrole, et les éléments cycliques, tels qu'une économie plus vigoureuse, ont aidé à renforcer l'impact des politiques d'ajustement visant à combler le déficit budgétaire. Plusieurs de ces politiques d'ajustement étaient liées à des accords conclus avec le Fonds monétaire international (FMI) ou à des lois instaurant une discipline budgétaire approuvées au cours des deux dernières années.

24. Toutefois, cette amélioration n'était pas générale. En fait, dans plus de la moitié des pays, les déficits se sont accrus. Le coût des politiques destinées spécifiquement à relancer l'économie et à améliorer les services sociaux, ainsi que la baisse des recettes provoquée par le déclin de l'activité économique dans certains pays étaient les principales raisons de ce résultat négatif. En revanche, là où le déficit s'est accru, l'augmentation était en moyenne de 0,5 % du PIB, alors que les gouvernements qui ont amélioré leurs comptes (notamment au Brésil, en Colombie, en Équateur et au Venezuela), l'ont fait par l'équivalent de 2 % du PIB, ce qui a amélioré la moyenne régionale.

25. La reprise des recettes publiques était particulièrement notable dans les pays exportateurs de pétrole (Colombie, Équateur, Mexique et Venezuela), qui ont bénéficié de la hausse des prix du pétrole brut sur le marché international. Dans les pays importateurs, ces augmentations ont eu des effets divers sur les recettes du secteur public. Dans la plupart des cas, ces effets étaient positifs et comprenaient notamment des excédents pour les raffineries et les distributeurs de pétrole appartenant à l'État. Là où les tarifs ont été réduits pour compenser la hausse des prix du pétrole brut et pour en atténuer l'impact sur les prix intérieurs, les recettes fiscales étaient inférieures, étant donné la baisse des revenus tarifaires (par exemple en République dominicaine et au Honduras).

26. L'activité économique plus soutenue, et en particulier les niveaux de consommation plus élevés, ont fait monter les recettes de la fiscalité indirecte. La reprise économique a également eu une incidence positive sur les recettes des impôts directs, ce qui a renforcé l'effet des efforts entrepris par les autorités fiscales pour réduire la fraude fiscale. Cette tendance générale à l'amélioration au niveau régional a compensé la baisse des recettes enregistrée dans certains pays (Guatemala, Nicaragua et Uruguay entre autres).

27. Les dépenses publiques ont baissé, en particulier en raison de plafonds explicites introduits dans des lois relatives à la discipline budgétaire, des calendriers de réduction des déficits ou des accords avec le FMI.

28. Les gouvernements qui ont réussi à réduire les dépenses l'ont fait essentiellement au détriment des dépenses d'équipement. Parmi les composantes des dépenses courantes, la baisse des taux d'intérêt intérieurs et la stabilité relative des monnaies de la région ont aidé à alléger le fardeau du service de la dette. Des pressions en faveur de l'accroissement des dépenses provenaient surtout des secteurs sociaux (en particulier des services de santé, de la sécurité sociale et de l'éducation) soit sous forme de hausses des salaires ou de projets d'infrastructure et de services. Plusieurs pays (y compris la Bolivie) ont également entrepris des efforts de relance économique destinés à tirer leurs économies du marasme constaté en 1999.

Les marchés des changes ont continué à s'adapter, mais dans un environnement plus calme que par le passé

29. Les marchés des changes de la région étaient plus stables qu'en 2000, à la suite des ajustements parfois sévères apportés à certaines monnaies et régimes de taux de change en 1999. La tendance prédominante en Amérique latine continuait à être la dévaluation réelle (en moyenne de 1,5 %), mais celle-ci était beaucoup plus lente qu'en 1999 (4 %), à mesure que l'ajustement des taux de change a commencé à perdre de l'élan pendant le premier trimestre; la dépréciation s'est constamment ralentie et a fini par disparaître complètement vers la fin de l'année. Il y avait cependant des occasions au cours de l'année, où les agents économiques sont devenus inquiets, notamment à la suite d'augmentations successives des taux d'intérêt internationaux et de la perception d'un risque accru en matière de dette publique. Dans certains pays, ces circonstances s'étaient aggravées par des facteurs intérieurs (surtout non économiques).

30. Toutefois, ces moyennes régionales dissimulent de grandes différences. Plus concrètement, certains pays des Caraïbes (notamment Haïti) ont connu des dévaluations assez importantes, et en Jamaïque, la monnaie, qui s'était appréciée pendant plusieurs années, a été dévaluée. Les deux économies les plus importantes de la région, le Brésil et le Mexique, ont constaté des réévaluations nominales de leurs monnaies, qui se sont soldées par une appréciation réelle d'environ 7 %. De fortes fluctuations par rapport aux principales monnaies internationales (le dollar et l'euro) ou des autres monnaies de la région (le real) ont réduit la compétitivité de pays tels que l'Argentine et l'Uruguay, et cela a gêné leurs activités commerciales intra et extrarégionales.

31. Alors que des régimes de taux de change souples ont gagné du terrain – quatre pays ont abandonné les bandes monétaires et ont laissé leurs monnaies flotter – en 1999, en 2000 deux pays ont opté pour le rattachement de leurs monnaies au dollar. L'Équateur, qui n'a pas pu rétablir la confiance en sa monnaie à la suite des dévaluations de 1999, a décidé de rattacher officiellement son économie au dollar au début de 2000. El Salvador a également avancé dans cette direction en légalisant, en fin d'année, l'utilisation du dollar des États-Unis dans l'économie intérieure à une parité fixe avec le colón (un régime de taux de change fixe existait dans le pays depuis 1993).

Assouplissement de la politique monétaire

32. Le commencement du retour à une situation plus normale sur les marchés financiers internationaux, qui s'est manifesté tout d'abord vers la fin de 1999, a permis aux autorités d'adopter des politiques un peu plus souples dans les pays qui s'étaient trouvés en récession l'année précédente et souhaitaient faciliter la reprise de leur économie en parvenant à une situation satisfaisante en matière de liquidités. Cette situation s'est présentée dans plusieurs pays, y compris le Brésil, où une augmentation de sept points du taux de croissance de la masse monétaire réelle (M_1) était liée étroitement à la reprise économique et à une demande intérieure plus forte (en ce qui concerne aussi bien l'investissement que la consommation).

33. La croissance annuelle de M_1 , qui s'était ralentie, en moyenne, au cours de la récession de 1999, a repris un peu de terrain perdu. Cela était attribuable entièrement à l'expansion plus rapide de la masse monétaire dans plusieurs pays, dont les économies avaient connu une croissance plus lente en 1999, car dans les autres, le taux d'accroissement réel de M_1 avait tendance à baisser.

34. La possibilité d'adopter une démarche plus souple en matière de masse monétaire était tributaire essentiellement de la liquidité extérieure. Au Venezuela, la forte augmentation des réserves a obligé le pays à prendre des mesures pour freiner l'expansion rapide de la liquidité. Le Mexique était un autre exemple à cet égard; il a dû resserrer la politique monétaire pour prévenir la surchauffe de l'économie.

35. En revanche, les pays soumis à de sévères contraintes extérieures n'ont pas pu assouplir leur politique monétaire. Cela était particulièrement vrai de l'Argentine, étant donné la nature de son régime de taux de change. Dans plusieurs autres pays (Bolivie, Pérou) dont la reprise était alimentée par les exportations, alors que la demande intérieure restait faible, l'accroissement de la masse monétaire primaire ne s'est pas soldée par une expansion parallèle de la liquidité, car le crédit intérieur a stagné ou s'est en fait rétréci.

36. Certains des changements intervenus dans l'environnement extérieur (montée en flèche des prix du pétrole, augmentations successives des taux d'intérêt aux États-Unis) ont également gêné la gestion de la politique macroéconomique et ont obligé les banques centrales des pays à adopter une politique plus prudente que prévu (Chili, République dominicaine). Les augmentations d'une ampleur inhabituelle des déficits budgétaires ou quasi budgétaires de plusieurs pays d'Amérique centrale et des Caraïbes ont eu des effets analogues.

Le crédit stagne malgré la baisse des taux d'intérêt

37. Les changements de la politique monétaire ont provoqué la baisse des taux d'intérêt dans bien des pays, continuant ainsi une tendance qui était apparue pendant le deuxième semestre de 1999. La baisse médiane pour les dépôts et les prêts était légèrement inférieure à 2 %; par conséquent, la marge, qui s'était élargie considérablement en 1988 et 1989, s'est stabilisée. Le Brésil et la Colombie étaient deux des pays où les taux ont baissé le plus (de neuf et de sept points de pourcentage pour les dépôts, respectivement; et une baisse beaucoup plus importante pour les prêts au Brésil). Dans plusieurs pays, les autorités ont aidé à faire baisser le coût du crédit en assouplissant les exigences en matière de réserves (Costa Rica, Pérou).

38. L'Équateur représente un cas spécial, puisque le rattachement au dollar a fortement réduit les taux nominaux, alors que l'inflation demeurait très élevée (bien qu'elle fût en baisse), ce qui a rendu les taux d'intérêt réels fortement négatifs. Toutefois, cela n'a guère eu d'impact, étant donné le très faible niveau de l'activité financière dans l'économie, qui venait tout juste de sortir d'une crise grave. Les emprunts du secteur privé ont diminué de 2 %.

39. L'investissement et la consommation n'ont pas non plus réagi à la réduction des taux d'intérêt réels dans d'autres pays. L'effondrement du crédit du secteur privé peut être attribué en partie aux mauvaises perspectives (dues souvent à des facteurs non économiques), mais la fragilité continue du système bancaire dans plusieurs pays était également un facteur à cet égard. À la suite, en particulier, de l'augmentation des prêts improductifs après deux années de faible croissance, les banques ont adopté une politique extrêmement prudente en matière de crédit. La démarche prudente du secteur privé en matière de crédit et sa recherche de la qualité ont également été influencées par une supervision plus serrée des banques dans la quasi-totalité des pays de la région.

Renouvellement des efforts de réformes économiques

40. À mesure que l'activité économique s'est accélérée, les programmes de privatisation ont commencé à retrouver l'élan qu'ils avaient pris avant la crise. Les recettes provenant des privatisations de la région ont dépassé 15 milliards de dollars, 3 milliards de plus que l'année précédente. Toutefois, la situation était très différente de pays à pays, puisque 40 % de ce montant correspondent au seul Brésil. Les sociétés multinationales européennes, et en particulier espagnoles, ont à nouveau joué le rôle prépondérant.

41. Les pays dans lesquels la privatisation stagne depuis plusieurs années (Équateur, Paraguay) ont adopté en 2000 des lois qui permettront à ce processus d'avancer rapidement à l'avenir. À mesure que le stock des propriétés de l'État qu'il est possible de privatiser diminue, on recourt de plus en plus fréquemment à des concessions en tant que moyen de satisfaire les énormes besoins de la région en matière d'infrastructure.

42. Dans le domaine du commerce, le recours à des mesures protectionnistes a quelque peu diminué et les réductions tarifaires exigées par les accords sous-régionaux ont progressé. Le marché commun sud-américain (MERCOSUR) a lancé un processus destiné à encourager la coordination macroéconomique afin de renforcer l'intégration régionale et de réduire la vulnérabilité des pays membres aux fluctuations du marché international. Des accords bilatéraux ont été plus largement utilisés, et le Mexique était particulièrement actif à cet égard. La réunion des présidents de l'Amérique du Sud représente un autre événement important de l'année. À cette occasion, les États participants ont décidé d'achever les négociations entre le MERCOSUR et la Communauté andine relatives à la création d'une zone sud-américaine de libre-échange en 2001.

43. Plusieurs pays ont continué leurs efforts visant à renforcer les systèmes financiers (Colombie, Équateur, Mexique), mais quelques-uns n'étaient pas encore sortis de la crise financière à la fin de l'année (Nicaragua, Pérou). Le Chili a accompli un nouveau pas vers la déréglementation de son marché de capitaux en abrogeant l'exigence de la durée minimale d'un an pour l'investissement étranger, et en élimi-

nant l'impôt sur les plus-values de capital pour les non-résidents. Le Costa Rica et le Nicaragua ont adopté les lois visant à moderniser leurs régimes de pensions et à améliorer la situation financière de ces derniers. Entre-temps, l'Argentine et l'Équateur ont adopté des mesures destinées à rationaliser leurs marchés du travail et à réduire le coût de la main-d'oeuvre.

III. Le secteur extérieur

44. Le commerce régional a rebondi fortement en 2000. La reprise des exportations était plus nette que celle des importations, et les déficits du commerce des biens et des services et du compte courant ont baissé sensiblement en conséquence. Le déficit du compte courant a été ramené de 3,1 % du PIB en 1999 à 2,5 % en 2000. Toutefois, ces totaux ne reflètent pas la situation de certains pays individuels.

45. La forte hausse des prix du pétrole a nettement influencé cette tendance. En fait, si l'Équateur et, en particulier, le Venezuela – principaux exportateurs de pétrole de la région – sont exclus des calculs, les différences constatées par rapport à 1999 se trouvent en fait inversées. Ainsi, si ce n'était pour ces deux pays (les seuls qui enregistrent un excédent du compte courant), le déficit du compte courant de la région aurait-il augmenté, comme cela était le cas pour de nombreux pays individuels.

46. L'évolution du marché des hydrocarbures était également le facteur décisif en ce qui concerne les changements observés quant aux termes réels de l'échange. Les six pays exportateurs de la région ont constaté une amélioration, alors que tous les importateurs nets, sauf le Chili, ont enregistré une détérioration à cet égard.

47. Le déficit du revenu des facteurs régionaux s'est creusé à nouveau, quoique modérément, les paiements au titre des intérêts ayant augmenté au même rythme que les taux d'intérêts internationaux. Les transferts courants vers les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, notamment sous forme de transferts effectués par les membres des familles, ont maintenu la tendance à la hausse qui s'était manifestée pendant la majeure partie des années 90.

48. Les paiements au titre du revenu des facteurs étaient supérieurs aux entrées de capitaux, et la région a donc accusé un transfert négatif de ressources pour la deuxième année consécutive. Elle a réussi à étoffer quelque peu ses réserves internationales (de près de 4,5 milliards de dollars). Le Brésil, qui a amorti les dettes à l'égard du Fonds monétaire international en avril, était l'un des pays qui a réduit ses réserves; l'Argentine a enregistré une baisse plus faible.

Redressement des exportations de produits vers les marchés extérieurs

49. La valeur des exportations de la région a fait un bond de 20 % (17 % sans compter le Venezuela), croissance la plus élevée enregistrée au cours des cinq dernières années. Tous les pays, sauf le Costa Rica, Haïti et le Paraguay, ont accusé des augmentations, et dans la plupart des cas, celles-ci étaient supérieures à 10 %. Les meilleurs résultats ont été obtenus par le Venezuela avec une augmentation de plus de 60 %, et le Mexique, avec plus de 20 %. Ces améliorations étaient dues à l'effet

combiné de plus grands volumes (11 % pour la région dans son ensemble) et de prix plus élevés (de plus de 8 %), bien que la situation ait varié d'un pays à l'autre.

50. Ces différences reflètent la diversité des facteurs qui se répercutent sur les pays individuels. À part les conditions spécifiques à chaque pays ou région (par exemple, la remise en valeur des terres cultivées endommagées par l'ouragan Mitch en Amérique centrale), le facteur le plus influent était l'évolution de la demande extérieure.

51. En premier lieu, la situation sur les débouchés extérieurs pour les produits de la région, quoique inégale, était généralement favorable. L'économie mondiale a maintenu son essor, et, en ce qui concerne la croissance du PIB, le taux mondial a légèrement dépassé celui de la région. Une fois de plus, les États-Unis ont eu des résultats supérieurs à ceux de l'Europe, et cela a donné une nouvelle impulsion à son partenaire au sein de la zone de libre-échange de l'Amérique du Nord, le Mexique, et aux pays des Caraïbes. La continuation des excellents résultats de l'industrie *maquila* et des zones franches était associée à la croissance vigoureuse de l'économie des États-Unis, et cela représentait un facteur essentiel dans l'augmentation des expéditions à partir du Mexique et des pays de l'Amérique centrale et des Caraïbes (y compris la République dominicaine, qui a obtenu un meilleur accès pour ses textiles).

52. Deuxièmement, la valeur unitaire des exportations a accusé une tendance à la hausse, bien qu'il y eût de nombreuses exceptions à cette tendance générale, ce qui illustre les inégalités en ce qui concerne l'évolution des prix pour les produits d'exportation des pays individuels.

53. Au cours des premiers 11 mois de l'année, l'accroissement de la demande et les limitations de la production décrétées par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ont fait monter le prix moyen des exportations de pétrole brut de ces pays à un niveau qui était de 60 % supérieur à celui de 1999. Tous les pays exportateurs de la région ont vu la valeur unitaire de leurs exportations augmenter, et ces augmentations étaient supérieures à 10 % pour la Colombie, l'Équateur et le Venezuela.

54. L'indice des prix pour tous les autres minéraux et les métaux est monté de 8 %, le nickel et le cuivre accusant les plus fortes hausses. La tendance pour ce dernier produit, ajoutée aux prix plus élevés du bois, a contribué à une augmentation de 13 % dans la valeur unitaire des exportations chiliennes.

55. Dans le secteur agricole, les prix du soja et du sucre ont augmenté. En revanche, les producteurs de blé et de boeuf latino-américains ont continué à pâtir des faibles niveaux des cours. Les prix du café ont faibli pour la deuxième année consécutive, et étaient inférieurs de plus de 4 % à la moyenne de 1999. Par conséquent, la valeur unitaire de plusieurs pays exportateurs de café d'Amérique centrale et des Caraïbes, ainsi que de l'Uruguay, a diminué.

56. Troisièmement, le redressement des économies de l'Amérique latine et des Caraïbes a galvanisé le commerce intrarégional, qui a ainsi retrouvé l'élan perdu au cours des deux années précédentes. Au cours du premier semestre, il a augmenté de 19 %, grâce à des augmentations de 28 % pour la Communauté andine, de 18 % pour le Mercosur et de 5 % pour le Marché commun centraméricain.

La reprise fait monter les importations

57. Les importations ont augmenté dans la quasi-totalité des pays. Le taux de croissance de la région dans son ensemble était de 17 %, grâce à une augmentation de 12 % du volume et d'une hausse des prix de 4,5 %.

58. Le volume des importations des pays individuels reflète l'évolution du niveau de l'activité économique et, dans certains cas, l'essor des industries *maquila*, qui importent de grandes quantités de composantes. Par conséquent, les augmentations les plus importantes ont été observées en République dominicaine (14 %), au Mexique (19 %) et au Venezuela (34 %). Les importations ont baissé en Argentine, au Costa Rica, au Nicaragua, au Paraguay et en Uruguay. Tous les autres pays ont enregistré des augmentations inférieures à 10 %.

59. Le renchérissement du pétrole a rendu les achats plus onéreux pour les pays importateurs nets, qui constituent la majorité. Par ailleurs, l'appréciation du dollar des États-Unis a réduit la valeur des produits des autres pays industrialisés exprimée en dollars jusqu'à concurrence de 5 %. Pourtant, la valeur unitaire des importations de tous les pays a augmenté, essentiellement en raison de leur dépendance du pétrole importé. Les augmentations les plus importantes étaient observées au Chili (11 %) et au Brésil (9 %), et les plus faibles en Colombie, en Argentine, en Bolivie et au Venezuela.

60. L'effet combiné de ces facteurs sans rapport entre eux a eu de multiples incidences sur la valeur des importations. À l'exception du Nicaragua et du Paraguay, celle-ci a augmenté dans tous les pays, avec des augmentations de 20 % ou plus pour le Chili, la République dominicaine, le Mexique et le Venezuela.

61. Toutefois, les importations de biens d'équipement étaient plus faibles dans une série de pays où l'investissement intérieur a diminué ou n'a progressé que de peu. La plupart de ces pays se trouvaient en Amérique du Sud (y compris l'Argentine, la Bolivie, l'Équateur, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay), mais quelques-uns en Amérique centrale (Nicaragua et Panama).

Les entrées de capitaux restent modérées

62. À la suite de la crise qui a commencé en Asie en 1987 et du moratoire déclaré par la Fédération de Russie en août 1998, les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes ont été affectés par l'évolution négative du cycle de financement extérieur et ont connu des épisodes de volatilité. Ces dernières étaient associées étroitement aux événements sur les marchés financiers internationaux, notamment aux États-Unis, et cela était particulièrement manifeste sur le marché des obligations. On a pu observer deux cycles complets pendant la période considérée; le premier a duré de décembre 1999 à mai 2000 et a atteint son point culminant en mars, alors que le deuxième a commencé en juin et s'est terminé en décembre 2000, avec une pointe en juillet.

63. Comme cela avait été le cas en 1998-1999, les investissements en Amérique latine ont été considérés comme des opérations à risque, notamment à partir de la mi-octobre. Pendant ce même mois, cette situation a conduit l'Argentine à commencer des négociations avec le FMI en vue de mesures d'assistance financière internationale.

64. Au cours d'une année de faible liquidité sur les marchés internationaux, les entrées de capitaux de la région se sont élevées à 52 milliards de dollars. Bien que supérieur aux 40 milliards de dollars reçus en 1999, ce volume était très inférieur aux 70 milliards de dollars enregistrés en 1998 et aux 85 milliards de dollars que la région a reçus en 1997. Les investissements étrangers directs étaient à nouveau la catégorie la plus dynamique; les autres courants de capitaux étaient en fait négatifs.

65. Pour la cinquième année consécutive, les entrées nettes d'investissements étrangers directs fournissaient une bonne part des ressources financières nécessaires pour couvrir le déficit de la balance des paiements courants. Bien que le volume de 57 milliards de dollars absorbés par la région en 2000 fût très loin d'atteindre le volume exceptionnel de 1999, il était analogue aux entrées nettes observées entre 1996 et 1998. Une partie de ces entrées étaient dues à des opérations de banques internationales qui investissent dans des banques locales en Amérique latine. La plus grande opération de cette nature en 2000 était l'acquisition du Banco do Estado de São Paulo (Banespa) par la banque espagnole Santander Central Hispano. Les entrées d'investissements étrangers directs au Brésil et au Mexique et dans certaines petites économies, comme la Bolivie, la République dominicaine et l'Équateur, étaient particulièrement importantes. En revanche, les courants nets à destination de l'Argentine et du Pérou étaient sensiblement plus faibles, et le Chili a connu des sorties nettes.

66. En 2000, les émissions de nouvelles obligations étaient de 37 milliards de dollars, grâce à la dynamisation du marché de l'euro. Toutefois, ce type de capitaux a continué à manifester une certaine volatilité, les placements étant concentrés sur le premier trimestre de l'année et le mois de juillet. Les opérations de cette nature étaient entreprises par l'Argentine (le plus grand émetteur d'obligations de la région pour la troisième année consécutive), le Brésil, la Colombie et le Mexique, et des émissions moins importantes ont été lancées par sept autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes. La majeure partie des recettes continuaient à être utilisées pour amortir des obligations qui venaient à échéance ou pour les échanger contre des obligations Brady. Comme cela avait été le cas depuis la crise internationale qui a commencé en Asie vers le milieu de 1997, la plupart des émissions étaient lancées par l'État central ou par des entreprises publiques. Parmi les émissions privées, il y avait celles de plusieurs banques brésiliennes, la société de ciment mexicaine Cemex (400 millions de dollars) et la société d'électricité espagnole Endesa (400 millions d'euros).

67. Le coût du financement extérieur se situait autour d'un taux annuel de 11,5 % au cours des premiers huit mois de 2000. Toutefois, en septembre, la situation a commencé à se dégrader, et fin novembre, ce coût était proche de 13 %, avant de retomber à 12 % en décembre. Cela est peut-être attribuable à la perception d'un risque accru pour les investissements dans la région, puisque le rendement des obligations du Trésor des États-Unis a légèrement baissé pendant cette période. La durée des échéances pour les obligations, qui avait accusé une forte remontée au cours du premier trimestre, étaient tombée à cinq ans à la fin de l'année.

68. Au cours du premier semestre de 2000, les crédits commerciaux bancaires accordés à la région n'ont pas repris une grande partie du terrain perdu au moment où les turbulences internationales causées par le moratoire russe d'août 1998 avaient suscité des sorties volumineuses de fonds. Cela était attribuable en partie à la stagnation de la demande de crédits à court terme.

69. Le rythme de la reprise des placements en capital social s'est ralenti au cours du premier semestre de l'année. Ces courants étaient également très volatiles. L'indice des valeurs (en dollars) des principales bourses (à l'exception de celle du Venezuela) a faibli après sa remontée de 1999. À la fin de 2000, l'indice régional demeurait inférieur de 20 % à celui de la mi-1997.

La dette extérieure diminue légèrement

70. La dette extérieure tirée globale de l'Amérique latine et des Caraïbes était légèrement supérieure à 750 milliards de dollars, ce qui représentait la première baisse nominale depuis 1988. Dans la plupart des pays, les niveaux n'ont pas varié sensiblement. Les pays accusant une diminution comprennent le Brésil, qui a opéré un versement hors calendrier au FMI en avril, le Mexique, qui continue à mener une politique active visant à améliorer sa situation en matière de dette, ainsi que l'Équateur et le Honduras, qui ont restructuré leur dette.

71. Grâce à cette évolution et au redressement des exportations, on a observé une amélioration générale du ratio dette/exportation en 2000, le ratio régional tombant de 217 % en 1999 à 180 % en 2000. Pourtant, plusieurs pays continuent à manifester un niveau élevé de dette. Le ratio entre les versements au titre des intérêts et les exportations est tombé à 14,5 %.

72. La Bolivie, qui était éligible pour l'initiative destinée aux pays pauvres très endettés en 1998, a commencé à présenter sa candidature pour la deuxième phase de ce programme au début de 2000. Si elle réussit, elle pourrait obtenir un allègement de sa dette de l'ordre de 650 millions de dollars. Le Honduras réunit également les critères d'éligibilité de cette initiative et peut s'attendre à recevoir l'équivalent de quelque 550 millions de dollars. Dans les deux cas, la majeure partie des ressources proviendra des institutions multilatérales, alors que le solde sera fourni par les gouvernements de pays industrialisés.

73. En Équateur, qui avait suspendu le service de sa dette extérieure en 1998, le Gouvernement a signé un accord avec 98 % de ses créanciers. La dette éligible de 6,4 milliards de dollars, qui comprend des obligations Brady et des euros-obligations, sera réduite de près de 40 %. En septembre 2000, le pays a également conclu un accord préliminaire avec le Club de Paris en vue de la restructuration de sa dette bilatérale de 880 millions de dollars.

Amérique latine et les Caraïbes : produit intérieur brut global

(En pourcentage de variation sur la base de valeurs aux prix de 1995)

	Taux annuels										Moyennes annuelles		
	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 ^a	1981-1990 ^b	1991-2000	
Amérique latine et Caraïbes	3,8	3,3	3,8	5,2	1,1	3,6	5,2	2,3	0,5	4,0	1,2	3,3	
Total partiel, Amérique latine^c	3,8	3,3	3,9	5,3	1,1	3,6	5,2	2,3	0,4	4,0	1,2	3,3	
Total partiel, Caraïbes	1,6	0,7	0,5	3,1	2,8	2,8	1,8	2,9	4,2	3,1	0,1	2,3	

	Taux annuels									Moyennes annuelles		
	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 ^a	1981-1990 ^b	1991-2000
Antigua-et-Barbuda	2,7	0,9	5,0	6,2	-4,8	6,0	5,5	3,9	4,5	3,4	6,1	3,3
Argentine	10,6	9,6	5,9	5,8	-2,9	5,5	8,0	3,8	-3,4	-0,5	-0,7	4,1
Barbade	-3,6	-5,5	1,0	3,5	2,6	4,0	2,4	4,3	2,5	2,9	1,1	1,4
Belize	3,0	9,0	4,3	1,6	3,7	1,3	4,1	1,5	5,7	5,9	4,5	4,0
Bolivie	5,4	1,7	4,3	4,8	4,7	4,5	4,9	5,4	0,8	2,2	0,2	3,8
Brésil	1,0	-0,3	4,5	6,2	4,2	2,5	3,1	0,1	1,1	4,2	1,6	2,6
Chili	7,3	10,9	6,6	5,1	9,0	6,9	6,8	3,6	-0,1	5,4	3,0	6,1
Colombie	1,8	3,6	4,4	5,9	4,9	1,9	3,3	0,7	-3,9	3,0	3,7	2,5
Costa Rica	1,3	8,6	5,9	4,8	3,9	0,6	5,6	7,7	7,6	1,4	2,2	4,7
Cuba	-10,9	-11,2	-14,7	0,6	2,4	7,8	2,5	1,2	6,2	5,5	3,7	-1,4
Dominique	2,1	2,3	1,9	1,9	1,2	2,9	2,2	2,8	0,7	..	4,4	2,0 ^d
République dominicaine	1,0	8,3	3,3	3,5	4,6	6,7	8,3	7,9	7,9	7,8	2,4	5,9
Équateur	5,0	3,0	2,2	4,4	3,0	2,3	3,9	1,0	-9,5	2,4	1,7	1,7
El Salvador	2,8	7,3	6,4	6,0	6,2	1,8	4,2	3,5	3,4	2,0	-0,4	4,3
Grenade	3,7	1,0	-1,1	3,4	3,1	3,0	4,3	7,6	7,7	..	4,9	3,6 ^d
Guatemala	3,7	4,9	4,0	4,1	5,0	3,0	4,4	5,1	3,6	3,3	0,9	4,1
Guyana	8,9	9,1	11,5	9,4	3,8	8,6	6,7	-2,2	3,9	2,9	-2,9	6,2
Haïti	0,1	-13,8	-2,2	-8,3	5,0	2,8	1,5	3,2	2,4	1,2	-0,5	-1,0
Honduras	2,7	5,8	7,1	-1,9	3,7	3,7	5,0	3,3	-2,0	4,8	2,4	3,2
Jamaïque	0,3	2,5	1,8	1,9	1,8	-0,3	-2,2	-1,0	0,7	0,5	2,2	0,6
Mexique	4,2	3,7	1,8	4,4	-6,1	5,4	6,8	5,1	3,7	6,9	1,9	3,5
Nicaragua	-0,4	0,8	-0,4	4,0	4,4	5,1	5,4	4,1	6,9	5,3	-1,5	3,5
Panama	9,0	8,2	5,3	3,1	1,9	2,7	4,7	4,6	3,2	2,7	1,4	4,5
Paraguay	2,5	1,7	4,0	3,0	4,5	1,1	2,4	-0,6	-0,1	0,0	3,0	1,8
Pérou	2,7	-0,4	4,8	12,7	8,6	2,5	6,8	-0,4	1,4	3,6	-1,2	4,1
Saint-Kitts-et-Nevis	2,6	3,2	4,6	5,5	1,8	5,7	6,9	0,9	2,2	..	5,8	3,7 ^d
Saint-Vincent-et-les Grenadines	1,7	6,9	2,0	-2,3	7,8	1,2	3,5	5,8	4,0	..	6,5	3,4 ^d
Sainte-Lucie	-0,4	7,5	-1,3	4,6	2,1	0,8	-0,3	2,6	3,5	..	6,8	2,1 ^d
Suriname	3,9	-1,8	-11,8	-0,8	3,7	7,6	5,3	12,5	2,3	..	0,5	2,1 ^d
Trinité-et-Tobago	3,5	-1,0	-1,2	4,2	4,2	4,4	4,0	5,3	7,8	5,0	-2,6	3,6
Uruguay	3,7	8,3	3,5	7,0	-2,3	5,0	5,0	4,3	-3,8	-1,1	0,0	2,9
Venezuela	10,5	7,0	-0,4	-3,7	5,9	-0,4	7,4	0,7	-5,8	3,2	-0,7	2,3

Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, sur la base de chiffres officiels convertis en dollars aux prix constants de 1995.

Note : Compte non tenu, dans les totaux et totaux partiels, des pays pour lesquels on ne dispose pas d'informations.

^a Estimations préliminaires.

^b Aux prix constants de 1990.

^c Dix-neuf pays; Cuba non compris.

^d Période allant de 1991 à 1999.